

GENOCIDE AU RWANDA :

GENESE, SOUBASSEMENT ET AMPLEUR.

Ministère de l'Information

1 Octobre 1994

I. INTRODUCTION

La date du 6/4/1994 a mis fin au très long régime du président Juvénal HABYALIMANA. Celui-ci est mort dans des circonstances suspectes, après la catastrophe aérienne que son avion a connue lorsqu'il venait d'être atteint par un missile sol-air aux environs de l'aéroport de Kanombe. Trente minutes après cet incident, un génocide sans précédent s'en est suivi et a coûté la vie de plus de 250 mille tutsis en une période ne dépassant pas deux semaines. Durant les semaines qui ont suivi, plus de trois quarts d'un million de tutsis ont perdu leur vie.

L'ampleur du génocide était telle que le F.P.R ne pouvait plus se restreindre à respecter les accords de cessez-le-feu stipulés dans les accords d'ARUSHA. La responsabilité sociale et l'amour de l'humanité ont poussé F.P.R à reprendre les armes pour démolir cette machine infernale de Kigali, une fois et pour toutes.

Nous tenons à remercier les organismes internationaux pour les droits de l'homme tel que l'"Africa Watch" et le C.F.D.D.H.D pour leurs cris d'alarme. Pour tout le monde, cela devenait difficile de continuer à prétendre que tout n'était que rose dans un pays devenu champ de carnage. Les Nations-Unies elles-mêmes ont été obligées de qualifier de "Génocide" voire de "crime contre l'humanité" les massacres qui ont été commis au Rwanda.

Dès lors, les auteurs du génocide qui ont pris refuge dans des capitales africaines, européennes, américaines et asiatiques ont commencé à se sentir dans l'insécurité, sachant très bien qu'ils n'allaient pas échapper au jugement des tribunaux internationaux déjà en cours. Comme il y va de soi, ces criminels, et il n'y en a pas peu, ont commencé à confondre l'opinion internationale. L'une des stratégies utilisées par ces criminels est de déclarer que les massacres qui ont eu lieu dans la nuit du 6 au 7 avril 1994 résultaient de la colère spontanée d'une population enragée et fou-furieuse de la mort de leur président chéri Habyalimana, descendu dans son avion par le F.P.R. "Les massacres étant spontanés et populaires, prétendent ces criminels, ils sont excusables".

Ceci est une version qui fausse délibérément la réalité mais malheureusement, elle a eu des disciples parmi les dirigeants de la Communauté Internationale. Notre gouvernement ne précipite pas la condamnation de la Communauté Internationale pour avoir accepté de tels mensonges parce que nous espérons que cela est dû au manque d'une information suffisante et réelle sur les événements. Le but de ce document est donc celui d'expliquer en long et en large comment le génocide qui a exterminé tout le groupe tutsi au Rwanda n'est que le résultat d'un plan bien travaillé, projeté par la junte de Kigali, conçu et nourri par personne d'autre que Juvénal HABYALIMANA lui-même.

II. HISTORIQUE DE LA POLARISATION DES POLITIQUES ETHNIQUES

Même si quelques hutus ont été massacrés pendant le génocide, surtout les dirigeants des principaux partis d'opposition, l'extermination était destinée spécialement aux tutsis. Mais, qu'est-ce un Hutu, qu'est-ce un tutsi? Comment un conflit "politique" entre deux forces politiques a-t-il donné naissance aux massacres aveugles d'un groupe social ou ethnique des tutsis? A qui profite le changement d'une question politique en une question ethnique? Voici quelques questions auxquelles nous allons répondre dans cette partie.

Pour ceux, parmi vous qui vivez dans un pays multi-racial, multi-ethnique ou multi-tribal, il est facile de croire que les hutus, les tutsis ou les batwas sont trois tribus distincts ou groupes ethniques qui font que la communauté rwandaise soit supposée multi-ethnique ou multi-tribale. Le cas n'est pas ainsi. Les Hutus, les Batwas et les Tutsis parlent une même langue, le Kinyarwanda, partagent tous les grands aspects de la culture rwandaise, vivent entremêlés sur les collines qui jalonnent le pays et se demandent la main les uns les autres depuis belle lurette.

Vous vous étonnez sans doute et avec raison d'entendre des peuples d'une telle relation qui occupent une place si indigne, dans des rivalités ethniques, non seulement au niveau du continent africain mais aussi au niveau mondial. En effet, l'holocauste nazi des années 1940 et les récentes guerres fratricides qui secouent la Yougoslavie sont nuls, comparés à ce qui a été récemment conclu comme "génocide" au Rwanda.

Pour comprendre ce phénomène typiquement rwandais, il convient d'effectuer un feed-back vers les années 1900, lorsque les Allemands s'introduisaient dans notre pays après la conférence de Berlin en 1884. Ceux-ci ont décidé de gouverner le Rwanda par une administration indirecte, c'est-à-dire "Bâtir une société en étage à peu près non perceptible par la population... Les dirigeants locaux n'allaient devenir que des instruments des résidents expatriés".

Les Belges ayant chassé les Allemands en 1916 lors de la première guerre impérialiste, ces premiers ont continué, mais en théorie, la politique de leurs aînés qui consistait en l'administration indirecte; tandis qu'en pratique, ils s'immisçaient dans tous les détails de l'administration. D'une façon particulière, les Belges étaient couronnés par la traditionnelle triple-hiérarchie du bureau politique au niveau local. En effet, le chef des terres, celui du bétail et celui de l'armée existaient déjà et travaillaient côte à côte comme des forces contraires pour se garder l'un à l'autre d'abuser de son autorité.

Pour presser les affaires administratives, la résidence belge, impatiente, décide en 1926 de démolir la structure de l'administration locale et de les remplacer cette " lourde " trinité par l'administration d'un seul chef qui ne dépend pas au roi mais à l'administration coloniale.

Cette mesure a frappé les couches les plus basses de la société rwandaise. En détruisant de fond en comble la balance pré-existante des forces en place, la réforme de 1926 préparait le terrain à l'émergence d'un système absolutiste, centré sur le pouvoir d'un seul chef tout-puissant.

Qui pis est, la plupart des chefs de ce temps-là étaient des Tutsis. Par dessus le marché, quelques chefs hutus sont expulsés après 1930, avec pour prétexte, leur incompétence technique. Ils sont remplacés par les chefs tutsis. Il est dit également, que même le système scolaire favorisait les tutsis au détriment des hutus. Dans un laps de temps, l'administration coloniale venait de créer une sorte d'oligarchie tutsi sur laquelle était posée une bombe à retardement devant exploser violemment en 1959, 1963, 1973, 1991, 1992 et tout dernièrement dans le génocide sans précédent d'avril 1994.

Les cris de mécontentement de 1930, 1940 et 1950 étaient étouffés non seulement par la classe dirigeante des tutsis qui bénéficiaient définitivement du statu quo, mais aussi et plus fortement par l'administration coloniale belge et l'Eglise catholique. En 1930, Mgr classe lançait à l'administration un avertissement catégorique contre toute tentative d'introduction des chefs et sous-chefs hutus dans les fonctions appartenant aux tutsis. L'Evêque catholique disait :

" Une révolution de cette nature pourrait conduire directement l'état entier à sombrer dans l'anarchie et dans un amer communisme anti-européen. Au lieu d'amener un progrès quelconque, cette opération rendrait nulle, l'action de l'administration en la privant de ses auxiliaires, capables par nature, de la comprendre et de la suivre. ceci est l'avis de tous les supérieurs de la mission au Rwanda, sans exception. En général, nous n'avons pas de chefs plus qualifiés, plus intelligents, plus actifs, plus capables d'augmenter le progrès et plus acceptés totalement par le peuple les tutsis".

Cette position conservatrice de l'Eglise catholique ne changera pas au moment où le peuple rwandais, dont la majorité était des hutus, continuait de souffrir des conditions dures du système colonial observé par un petit groupe de tutsis placés au dessus de tout le monde. Dans de telles conditions, les sentiments de mécontentement ne pouvaient que s'accroître chez les hutus envers les tutsis.

C'est vers les années 1950, lorsque les Nations Unies ont sommé la Belgique de presser la décolonisation que cette dernière a commencé à hésiter et à commettre même de pires gaffes. Comme l'appel de l'O.N.U à la décolonisation favorisait l'oligarchie tutsie, cette dernière a soutenu le mouvement.

A ce moment-là, la Belgique désespérée, décide de s'écarter des tutsis et de diriger son soutien aux hutus qui allaient certes rencontrer beaucoup de problèmes immédiats comme la victoire sommitale de l'Indépendance. Le renversement des relations traditionnelles imposé par la Belgique entraînera de violents conflits ethniques.

En 1959 la politique divisionniste belge venait d'aiguiser des animosités ethniques. Les partis politiques voyaient le jour, suivant des lignes ethniques, les principaux étant l'UNAR et le PARMEHUTU. Ce dernier, comme son nom l'indique, appelait les hutus à s'émanciper. Étonnant est son caractère ségrégationniste bien que PARMEHUTU jouissait du soutien de l'administration belge. Ainsi, lorsque les adhérents du PARMEHUTU ont commencé à massacrer les tutsis en Novembre 1959, ces premiers étaient soutenus par les unités de la terre et de l'air des forces armées belges appelées dardare du Zaïre. Le Col. BEM Guy Logiest, officier envoyé comme Résident spécial pendant le comble des massacres de 1959 a déclaré ceci :

" Quelle notre victoire?... Nous devons nous ranger du côté des hutus qui demeurent dans un état d'ignorance et sous une influence oppressive. Vue la situation, nous sommes contraints de prendre partie. Nous ne pouvons pas rester neutres et inactifs ".

Nax H. Dorsinville, Chef de la commission de l'ONU pour le Rwanda-Urundi nous fait remarquer quant à lui :

" Je n'ai jamais caché le fait que dans mon opinion le souvenir de l'autorité administrative n'était pas bon. La stabilité politique durant les décennies a été suivie par une politique inconsistante et partielle après les incidents de 1959 au Rwanda. Il est possible de trouver une justification à la pensée qu'une attitude plus ferme, objective et perspicace en ce qui concerne l'autorité administrative au moins pendant les dix dernières années devait avoir évité ou tout au moins atténué la crise qui ronge maintenant le Rwanda-Urundi et aurait prévu un avenir meilleur ".

Les massacres de 1959 ont marqué le début de l'impunité devenue une calamité dans notre pays. Depuis ce temps, certaines gens pensaient qu'ils pouvaient s'entretuer sans poursuites judiciaires. Cela montre la culture qui a guidé les auteurs du génocide d'avril 1994.

1959 est aussi le début de l'institutionnalisation du racisme. L'attitude typique engendrée par les événements de Novembre 1959 est la teneur des propos proférés par Grégoire Kayibanda en date du 27/11/1959, lesquels comportaient un cas très dur qui mettait les hutus et les tutsis en deux zones séparées comme un premier pas vers une "organisation fédérale". Kayibanda comparait les communautés rwandaises à :

" Deux nations en un seul état ... Deux nations entre lesquelles il n'y a ni relation ni sympathie, l'une ignorant les coutumes de l'autre, ses pensées et ses sentiments comme si elles occupaient des zones différentes ou bien des planètes différents".

La tragédie qui a frappé notre pays s'est accentué lorsqu'un homme qui n'avait jamais cru en l'unité du peuple rwandais était installé à la tête du pays au moment de l'Indépendance le 1 Juillet 1962. Grégoire KAYIBANDA ne pouvait que poursuivre sa politique d'apartheid au moyen du parti au pouvoir PARMEHUTU.

Lors du renversement du régime de KAYIBANDA, Juvénal Habyalimana a exterminé tous dignitaires du régime déposé. Aucune poursuite judiciaire n'a été effectuée pour amener les criminels à la justice. Une telle impunité devait encourager Habyalimana à massacrer tous les hommes considérés comme des opposants à son hégémonie. Ce malheur est arrivé même à une population innocente et sans défense comme le cas des Bagogwue (1991) et au Bugesera (1992).

Cependant, jamais dans l'histoire de l'humanité un génocide de l'ampleur de celui d'avril 1994 ne s'est produit. Son échelle et son caractère barbare sont sans précédent.

III. L'IDEOLOGIE ET L'INSTITUTIONNALISATION DU RACISME.

La propagation de l'idéologie raciste au Rwanda a commencé, comme nous l'avons vu plus haut, bien loin dans le passé, pendant la période coloniale. Mais le racisme a été institutionnalisé avec la première république de Grégoire Kayibanda après l'indépendance et a atteint son apogée dramatique pendant la seconde république de Habyalimana.

Au niveau idéologique le racisme a été propagé parmi la jeunesse scolaire du Rwanda, à la radio et à travers le théâtre. A l'école, le programme d'histoire a décrit les Tutsis comme ennemis naturels des Hutus et a présenté le parti sectaire PARMEHUTU comme une force de salut national. Cet enseignement systématique de l'idéologie raciste existait au moment où toutes les occasions se présentaient pour une réconciliation nationale.

Les cliques dirigeantes de l'après-indépendance ont fait plus qu'un simple endoctrinement. Elles ont introduit le racisme dans les organes de l'Etat et en ont fait une politique officielle de l'Etat.

En se basant sur des statistiques fictives, la clique a érigé un système de quota pour octroyer une place dans des écoles et dans l'emploi. C'est ainsi que les Hutus se sont officiellement arrogés 85 % dans le domaine de l'éducation et de l'emploi alors que les Tutsis et les Twas ont respectivement reçu 14 et 1 % . ce système était appelé officiellement " équilibre ethnique " .

Pour rendre opérationnelle cette politique de discrimination officielle, l'Etat a introduit les cartes d'identité sur des bases ethniques. Ainsi une personne pouvait facilement être identifiée comme Mututsi ou Muhutu par un simple regard sur sa carte d'identité.

Cependant, ce système d'équilibre ethnique n'était pas appliqué dans tous les domaines de la vie nationale. A l'armée par exemple, seuls les Hutus y étaient admis. Ainsi dans le Rwanda de l'après-indépendance et cependant trois décennies, l'armée n'a connu qu'un seul officier Tutsi. Pour maintenant " La pureté " dans l'armée rwandaise, il n'était pas permis à un officier d'épouser une femme Tutsi. Tel était l'échelle du racisme patronné par l'Etat !!

Le racisme patronné par l'Etat a atteint son point culminant en décembre 1990 avec la publication des fameux 10 commandements Hutus. ces commandements ont apparus dans Kangura (Réveille), un journal appartenant conjointement à l'Etat et aux collaborateurs les plus proches de Habyalimana tel que le Colonel SERUBUGA et le Commandat SAGATWA . Nous produisons ci-dessous le texte intégral :

1. Tout Muhutu devrait savoir qu'une femme tutsie partout où elle est, travaille pour l'intérêt de son groupe ethnique tutsi. En conséquence, nous considérons comme traître tout Hutu qui :
 - épouse une femme tutsie
 - fait d'une femme tutsie sa concubine
 - emploie une femme tutsie comme secrétaire ou en fait sa maîtresse.
2. Tout Muhutu devrait savoir que nos filles hutus sont plus convenables et plus consciencieuses dans leur rôle de femmes, d'épouses et de mères de famille. Ne sont-elles pas belles, de bonnes secrétaires et plus honnêtes ?
3. Femmes Hutus, soyez vigilantes et essayez de ramener vos maris, vos frères et vos fils à la raison.
4. Tout Hutu doit savoir que tout Tutsi est malhonnête dans les affaires. Son seul objectif est de renforcer la suprématie de son groupe ethnique. Par conséquent, sera considéré comme traître tout Hutu qui :
 - s'associe aux batutsi dans les affaires

- investit son argent ou celui du gouvernement dans une entreprise d'un tutsi.
 - prête ou emprunte de l'argent à un tutsi.
 - fait des faveurs aux batutsis dans les affaires tel que l'octroi d'une licence d'importation, de prêt bancaire, des terrains de construction, des marchés publics, etc
5. Tous les postes stratégiques qu'ils soient politiques, administratifs, économiques, militaires et de sécurité doivent être confiés aux Hutus.
 6. Le secteur de l'éducation (élèves, étudiants, enseignants) doit être majoritairement hutu.
 7. Les forces armées rwandaises doivent être exclusivement hutus. L'expérience de la guerre d'Octobre nous a donné une leçon. Aucun militaire ne devrait épouser une femme tutsie.
 8. Les bahutus devraient s'astreindre de prendre les Batutsis en pitié.
 9. Les Bahutus, où qu'ils soient, doivent avoir l'unité, la solidarité et être préoccupés du sort de leurs frères hutus.
 - Les Hutus de l'intérieur et de l'extérieur doivent constamment chercher des amis et des alliés pour la cause des Hutus en commençant par nos frères Hutus.
 - Ils doivent constamment contrecarrer la propagande tutsie.
 - Les Bahutus doivent être fermes et vigilants contre leur ennemi commun que sont les Batutsis
 10. La révolution sociale de 1959, le référendum de 1961 et l'idéologie hutu doivent être enseignés à tout Muhutu et à tout les niveaux. Tout Muhutu doit répandre largement cette idéologie. Sera considéré comme traître tout Muhutu qui persécutera son frère Muhutu pour avoir lu, répandu et enseigné cette idéologie.

Ces " dix commandements hutus " ci-haut cités ont créé une atmosphère de tension favorable au génocide qui a éclaté trois ans après, en avril 1994.

IV. VERS LE GENOCIDE

Normalement les dirigeants d'un pays cherchent les moyens optima par lesquels ils pourraient maximiser les chances de succès en passant par le développement des ressources humaines.

Mais les responsables rwandais sous le régime du président Habyalimana, ont entrepris une démarche de planification de génocide et de crime l'humanité jamais existés dans le monde entier. Une " Ecole politique " d'une grande " idéologie " reposant sur un " postulat divisinniste et de la haine ethnique " a été développée par les responsables du régime HABYALIMANA. Ceci pour répondre à leur soif de toujours garder le pouvoir.

De la théorie à la pratique

Le 1er octobre 1990, la guerre larvée que le régime MRND (Mouvement Républicain National pour la Démocratie et le Développement) menait contre son peuple débouche sur un conflit ouvert. Ayant épuisé tous les moyens pacifiques de résistance, le FPR s'est doté d'une branche armée, l'Armée Patriotique Rwandaise. La résistance se fait désormais des armes à la main sur le sol de la patrie.

Pendant 17 ans de tyrannie, c'est la première fois que HABYARIMANA affronte sa première crise grave. Comme voie de sortie, il renforça sa politique ségrégationniste par une idéologie qu'il appela "Union des BAHUTU" autrement dit l'union de la majorité HUTU pour exterminer la minorité TUTSI.

Juste trois jours après l'attaque du FPR, c'est la fameuse nuit du 4 au 5 octobre 1990; quand le président HABYARIMANA organise des combats simulés dans la capitale, donnant ainsi le signal de l'intervention militaire franco-belgo-zaïroise à ses côtés. Suivant les sources officielles, il s'agit de l'attaque de l'ennemi lequel ennemi est parvenu à s'infiltrer dans le pays et jouit d'une complicité locale. Suivant la version des partis politiques d'opposition et d'une large opinion publique, il s'agit d'une mise en scène des autorités pour pouvoir opérer des arrestations massives et arbitraires. Les conséquences de cette nuit furent des arrestations des gens surtout des TUTSI qui sont arrivés à huit mille (8.000) incarcélés dans diverses brigades et prisons du pays.

Des gendarmes, des militaires, des conseillers communaux, des responsables de cellules et toutes les autres autorités administratives procédèrent à des perquisitions et des arrestations sans mandat de justice. Cette situation de non-respect des droits de l'homme et de l'enseignement de l'idéologie ségrégationniste a empiré depuis la florescence des journaux tendancieux et propagandistes du régime HABYARIMANA tels que KANGURA, INTERAHAMWE, UMURWANASHYAKA, INTERA, ECHO DES MILLE COLLINES, LA MEDAILLE NYIRAMACIBIRI... qui n'avaient aucune autre mission que de prêcher l'évangile divisionniste ethnisante. Ainsi la communauté HUTU de l'extérieur publie dans le journal KANGURA n° 6 de décembre 1990, un article incendiaire :

APPEL A LA CONSCIENCE DES BAHUTU, qu'il termine en recommandant le respect inconditionnel à tout Muhutu, les dix commandements Hutu cités dans le chapitre trois. Dans le même article ils écrivent à la page 7 du même journal : "Bahutu, c'est plus que jamais le moment de nous réveiller, d'approfondir la réflexion et de prendre conscience d'une nouvelle idéologie, idéologie des Bahutu...., qui consiste à défendre jalousement les acquis de la révolution de 1959 et ceux du référendum du 25/9/1961...."

Habyarimana dans sa haute politique de " ruse " et de " mensonge " n'a pas voulu se mettre en évidence comme concepteur de cette idéologie éthnisante, il utilisait des journalistes tels que : NGEZE Hassan (Directeur en Chef du Journal KANGURA et membre fondateur du C.D.R), GAHIGI Gaspard (Rédacteur en Chef de la Radio R.T.L.M) et autres; des hommes politiques tels que : RUHIGIRA Enock (Chef de cabinet à la présidence), Edouard KAREMERA (Secrétaire Général du parti M.R.N.D) MUGESERA Léon (Directeur de l'Education politique et propagande du parti M.R.N.D).... Cependant, dépassé par sa méchanceté de longue durée, Président HABYARIMANA dans son discours prononcé à Gabiro, lors de sa visite des forces armées rwandaise dans la zone de combat de Mutara, n'a pas caché son plan macabre de génocide, en disant qu'il vengera ses soldats tombés au champ de bataille. Ce n'est qu'après ce discours du président renforçant les leçons enseignées par les journaux ci-haut cités que les massacres des Batutsi de KIBIRIRA (Une des communes de la Préfecture de GISENYI alors habitée par beaucoup de Tutsi), qu'on avait commencé dès le début de la guerre, s'intensifia pour atteindre 357 tutsi tués. Une semaine après, le génocide des Bagogwe(un grand groupe des tutsi pasteurs du Nord- Ouest du pays) poursuivit.

Cette politique raciste continue de caractériser le régime de HABYARIMANA. Les préfets, les Bourgmestres, les conseillers des secteurs, les responsables des cellules, les militaires, les hommes politiques, les journalistes, les intellectuels prennent cette politique comme la leur et le pauvre Tutsi se demande son sort. Après le déclenchement de la guerre d'octobre qui va exposer tous les vices du régime HABYARIMANA;

pour sauver la face et essayer de combattre le F.P.R (qui revendique notamment la restauration de l'unité nationale et l'installation d'une véritable démocratie) le pouvoir en place décrète, en date du 13/11/1990, l'acceptation du multipartisme et de l'ouverture démocratique (cfr le discours du Président de la république en cette date). Un peu après la promulgation de la constitution de 1991, qui autorise l'existence de plusieurs partis, a suivi la naissance incessante de différents partis politiques et en date du 10/8/1991, 5 partis étaient déjà agréés officiellement: M.R.N.D (Mouvement Républicain National pour la Démocratie et le Développement), M.D.R (Mouvement Démocratique Républicain), P.S.D (Parti Social Démocrate), P.D.C (Parti Démocrate Chrétien), P.L (Parti Libéral). A partir de ce moment les non- avisés attendaient au multipartisme un changement dans la politique de notre pays. mais ce n'était pas ainsi, la réalité était autre. En date du 30/9/1991 déjà, le président de la république a prononcé un discours qui prône un cadre de gestion concerté avec l'opposition en vue de faire un front commun contre le F.P.R. Refusant (les partis M.D.R, P.S.D, P.L) de se rallier à ce plan machiavélique, Habyarimana a vite créé son parti ethniste - C.D.R (Coalition pour la Défense de la République), frère jumeau du M.R.N.D avec la seule différence que le C.D.R se comportera comme caisse de résonance et haut- parleur pour étaler au grand jour les préncipes ethnisants de son grand frère M.R.N.D.

C'est ainsi que Monsieur BUCYANA Martin, alors président du C.D.R à l'occasion de la reconnaissance officielle de ce même parti, dit entre autre ce qui suit : " ... Nous sommes convaincus que l'unité des Bahutu fera barrage à ces violances et ramenera les ambitions démesurées de la minorité Tutsi à leur niveau acceptable. C'est pourquoi il ne s'oppose nullement à l'existence des partis à l'idéologie Tutsi tels que P.L, P.S.D, et d'autres. Mais dans le même temps, à toute justice, personne ne devrait blâmer les Bahutu ou les Batwa de se regrouper en un parti pour défendre leurs intérêts...". Cette volonté d'un sectarisme politique se trouve confirmer à la page 8 du manifeste programme et statut de ce même parti. Le C.D.R veut confronter sa position sectaire en acceptant le sectarisme politico-éthnique refusé par les textes fondamentaux qui régissent la République Rwandaise.

Les protagonistes du régime Habyarimana ont progressé dans la même voie de préparer le génocide en attisant la haine ethnique . Ce fut le cas au mois de mars 1992, quand NAHIMANA Ferdinand(alors Directeur de l'Office Rwandais d'Information (ORINFOR), membre fondateur du C.D.R et de la RTLM), inventa un communiqué que Radio Rwanda a radiodiffusé à 5 reprises le 3 mars, se présentant comme avertissement d'un groupe de défense des droits de l'homme, basé à Nairobi. Le communiqué annonçait la découverte d'un complot des Tutsi au Rwanda pour tuer les Hutu importants, surtout les dirigeants des partis. La nuit du 4 mars c'est le contraire qui est arrivé. Les Hutu ont attaqué les Tutsi, en commençant par Bugesera ;

occasionnant ainsi les massacres des Tutsi de Bugesera de 1992 et ceux des autres régions. parlant de la tragédie de Bugesera, Procureur général de la république, Monsieur Nsanzuwera François Xavier dans son livre (la Magistrature Rwandaise dans l'état du pouvoir exécutif) à la page 61 écrit: " aujourd'hui quand je fais un recul dans le temps, j'ai l'intime conviction que les événements sanglants dans la région du Bugesera au mois de mars 1992 ont été soigneusement préparés. Les attaques menées contre les familles tutsi de la région n'ont pas été menées spontanément par la population intoxiquée comme je l'avais cru au début des événements. Bien sûr que la majorité des paysans Hutu a été intoxiquée mais cette intoxication a été soigneusement préparée par un esprit vraiment machiavélique."

Le génocide qui s'est produit 30 minutes après l'élimination du président Habyarimana, avait été proclamé avec force et clarté par Léon Mugesera dans son discours prononcé le 22 /11/1992 dans un meeting du M.R.N.D à la Sous-Préfecture de Kabaya Préfecture de Gisenyi. Mugesera a d'abord dit que les partis composant le comité de concertation sont tous complices des rebelles " Inyenzi ", employant pour complice " Ibyitso " un terme pejoratif qui est devenu courant avec les arrestations d'Octobre 1990;

puis il continue en ces termes:

" ... Vous savez pertinemment qu'il y a des complices dans ce pays qui envoient leurs enfants dans les rangs du FPR. Ce sont les faits qui vous ont été rapportés, que vous connaissez donc bien... Qu'attend-on pour décimer, et ces familles et ces gens qui les recrutent:

Un tel, homme d'affaire, qui a vu ses affaires prospérer car le M.R.N.D l'a soutenu financièrement et qui lui même est entreprenant, se doit de financer des opérations visant à éliminer ces gens, avant qu'ils n'aient eu l'opportunité de le supprimer...

Vous, membres de Cellule, collaborez mieux, surveillez les intrus dans votre Cellule. Supprimez-les. Et surtout qu'ils ne partent pas. L'erreur fatale que nous avons commise en 1959.... c'est que nous les (les Tutsi) avons laissés sortir (quitter le pays) . (Chez eux) c'était en Absynie (Ethiopie), mais nous allons les couper des cous et leur chercher un racourci, à savoir la rivière Nyabarongo. Je voudrais insister sur ce point. Nous devons effectivement réagir !!!".

Le pire dans tout cela c'est que le président qu'il a sauvé au début et à la fin de ce discours n'a jamais désavoué les mots violents de ce protégé. Ce qui prouve l'impunité qui régnait dans ce pays.

L'armée gouvernemental de ce côté faisait rage par des exactions commises à la population civile de connivance avec les autorités civiles. Au sein même de l'armée, la politique était la même, celle de division ethnique.

Le document de l'Etat Major de l'armée, qui chargeait la hiérarchie une large diffusion, en est témoin. Ce document définit l'ennemi en deux catégories : - L'ennemi principal

- Le partisan de l'ennemi

" l'ennemi principal est le tutsi de l'intérieur ou de l'extérieur extrémiste et nostalgique du pouvoir, qui n'a jamais reconnu et ne reconnaît pas encore les réalités de la Révolution de 1959, et qui veut reconquérir le pouvoir au Rwanda par tous les moyens, y compris des armes. Le partisan de l'ennemi et toute personne qui apporte tout concours à l'ennemi principal.....".

Le document continue en donnant l'identification de l'ennemi en 14 points et ajoute d'autres critères comme les groupes sociaux de recrutement, l'organisation du FPR... Cette définition et identification de l'ennemi les a servis dans leur plan de kidnaping, de crime parfait etc...qu'ils ont toujours mené sous le nom d'ESCADRON DE LA MORT; Toujours à la solde du régime Habyalimana.

Président Habyalimana, malgré cette intoxication de tout bord, voyait qu'il y en avait toujours une partie de la population, surtout la masse paysanne, qui ne maîtrise pas encore la chanson de haine. Le 8/4/1993, le régime de Habyarimana ajoute aux moyens habituels d'intoxication, une radio - RTLM (Radio Télévision Libre des Mille Collines) qui va attiser la haine dans la partie restante de la population non atteinte de cette maladie. Sur les antennes de la RTLM, les journalistes extrémistes jusqu'à la moelle tels que : GAHIGI Gaspard (Rédacteur en Chef et membre du CDR), HABIMANA Kantano (Membre du MRND), BEMERIKI Valérie (Membre du CDR), HITIMANA Noël (Membre de l'ESCADRON DE LA MORT et du CDR), diffusaient à longueur de journée les émissions propagandistes de la politique raciale de leur chef Habyalimana, avec une nouvelle mission de la propager jusqu'à cette masse paysanne ignorante .

APRES LA SIGNATURE DES ACCORDS DE PAIX D'ARUSHA.

Parallèlement à cette politique suicidaire de Habyalimana, le FPR et le gouvernement de Kigali menaient une négociation de paix qui devrait mettre fin à la guerre des armes à feu. Cette négociation aboutit le 4/8/1993 à une signature des accords de paix entre les deux parties en conflit. Pour empêcher la mise en application des accords de paix d'Arusha, le régime de Habyalimana continue sa politique qu'il avait commencée un peu avant, politique de diviser les partis politiques d'opposition en parties (MRND-CDR craignait l'alliance de ces derniers avec le FPR, laquelle alliance allait les minoriser au sein du gouvernement et de l'assemblée nationale).

Cette stratégie aboutit au mois d'octobre 1993 à un front commun réunissant tous les extrémistes Hutu de tous les partis.

Des signes certains montraient, à tout observateur même non-averti que les membres de cette mouvance présidentielle c'est-à-dire MRND, CDR, et les autres extrémistes des autres partis appelés communément les "pewers", préparaient une guerre. En effet, des réunions de cette mouvance se succédaient à un rythme inquiétant.

1. En date du 17 novembre 1993, une réunion présidée par le colonel Nsabimana (alors Chef d'Etat Major) a eu lieu à Byumba et concernait les officiers supérieurs militaires natifs de cette préfecture. Objectif: Venger leurs tués par les Inkotanyi mais en tuant tous les batutsi de Byumba.

2. En date du 18 /11/1993 à Remera (Kigali), une autre réunion conduite par Joseph Nzirorera (alors secrétaire général du MRND), avait pour objet de tuer et les Impuzamugambi interposés, dans tous le pays. Kigali ville et Kigali rural, Nyanza et Gitarama, la région de Bugesera; Pour les Interahamwe et Impuzamugambi (respectivement les milices du M.R.N.D et CDR) et leur chef Simba (Député et officier retraité), ces endroits sont habités par les Batutsi et les Bahutu qui sont dans l'opposition intransigente.

3. C'est le 20 du même mois que président Habyalimana lui-même présida à son Hôtel de Rebero une réunion de synthèse qui devait clôturer les deux précédentes. Il a été pris les décisions importantes d'entraîner encore intensément les autres milices du CDR et du MRND et de distribuer les armes disponibles: les grenades, les fusils d'assaut, des machettes, et autres poignards ainsi que les massues et groudins cloutés. Les bus de l'ONATRACOM (Office de Transport en Commun) servirent de moyens de locomotion pour la distribution.

Dans la forêt de Nyungwe, la forêt de Gishwati, à Rusumo, Mugesera et Sake (toutes les communes de la préfecture de Kibungo), à Bugarama dans la préfecture de Cyangugu, à Nyandugu (la vallée de la Commune Kanombe de Kigali), dans le camps militaire de Gako, et au champs de tir de Mutara etc.... Les milices étaient surentraînées par les militaires de la garde présidentielle, les gendarmes (Officiers et Sous-Officiers). Ces entraînements ont abouti à plus de 50.000 miliciens au mois de mars 1994 éparpillés dans toutes les communes du pays. Dans cette période, on assiste à un retour à la psychose de la chasse aux présumés " collaborateurs" du FPR: des maisons sont perquisitionnées, des personnes sont tuées et d'autres sont kidnappées.

En attendant un nombre suffisant des miliciens pour parachever son plan macabre de génocide, Habyarimana jouait le jeu d'enfant en invitant des problèmes inexisants au sein des partis pouvant former le gouvernement de transition à base élargie. A chaque fois que les décisions relatives à la mise en place des institutions devaient être prises, la violence et le terrorisme des milices Interahamwe du parti MRND et Impuzamugambi du CDR se déchainaient sur les habitants de Kigali. La RTLM de son côté, elle aussi, ne donnait pas de sommeil à la population civile avec leurs émissions incendiaires, mixées avec les chansons de l'extrémiste Bikindi (dont entre autre MBWIRABUMVA, NANGA ABAHUTU BIBYIHUTURE...) qui réveillent comme toujours la conscience des Bahutu à haïr leur frère Batutsi et de se mettre ensemble pour les décimer. De leurs côtés, les responsables politiques des partis MRND-CDR ne manquaient pas à prophétiser le malheur qu'ils préparaient pour le Rwanda.

Ce fut le cas quand le MRND présenta leur document intitulé " Code de Conduite entre les Partis", dont le contenu entre autre était la demande de l'amnesty à tout le monde pour tout le passé. Nzirorera Joseph (alors secrétaire général du parti et Enoch Ruhigira (alors Chef de cabinet à la présidence), après le refus de cette proposition par les partis d'opposition, sont sortis en disant : " Vous refusez l'amnesty, vous allez voir ce qui va se produire dans notre pays...". Rappelons que Bagosora (alors Directeur de Cabinet au Ministère de la Défense) avait dit la même chose à Arusha au mois de Janvier 1993, qu'il va préparer l'apocalypse.

Ce climat de terreur et de détresse mélangé avec beaucoup d'interrogations et de lamentations a continué jusqu'au mois d'avril dernier (précisément le 6 avril soir 1994), date à laquelle les extrémistes Hutu civiles et militaires confondus ont mis en pratique leur plan de longue date.

Enfin depuis cette date, le Rwanda connut un génocide sans précédent dans son histoire et dans l'histoire de l'humanité.

V. LA MORT DE HABYALIMANA ET LE DEBUT DU GENOCIDE.

Vers Avril 1994, un désaccord s'était développé entre Habyalimana et les éléments extrémistes de coalition M.R.N.D-C.D.R. Habyalimana était dans un dilemme critique. bien qu'au début, lui et ses acolytes extrémistes avaient exprimé un désaccord avec certaines parties des Accords de paix d'Arusha et qu'ils ont eu le temps de demander leur révision, il s'est fait après que Habyalimana s'affronte à une forte pression aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur du pays.

La communauté internationale menaçait d'arrêter l'aide financière et de couper les relations si le gouvernement de transition à base élargie n'était pas mis en place dans le plus bref délai. Intérieurement, les parties politiques d'opposition réformistes et le Front Patriotique Rwandais augmentaient leur pression de sorte que HABYALIMANA ne pouvait tenir longtemps.

Dans ce borbier politique au sein duquel HABYALIMANA s'était embarqué, un état de vacillation et de tatonnement politique occupa une grande partie de son esprit. Au cours des premières heures du 6 Avril 1994 Habyalimana et ses collaborateurs d'état des pays environnant, se sont rencontrés à Dar-es-salam pour discuter la crise politique au Rwanda et au Burundi. Bien que les détails de la réunion n'ont pas été donnés, les sources variées disent que les chefs d'Etat présents avaient convaincu Habyalimana de laisser tomber ses premières exigences pour la mise en place du gouvernement de transition à base élargie institué par l'Accord de paix d'Arusha. On croyait largement qu'il avait accepté le compromis à la question de la C.D.R sur son inclusion au sein du gouvernement à base élargie. Cependant ça n'a pas bien tourné avec la C.D.R ainsi qu'avec les autres éléments extrémistes à l'intérieur du pays.

Dans les circonstances politiques qui prévalaient, plusieurs théories se mettaient à expliquer la mort de Habyalimana survenue dans un accident d'avion quand il revenait du sommet de Dar-es-salam. Beaucoup d'analystes qui avaient suivi de près l'impasse politique au Rwanda, croient que Habyalimana a été tué par les éléments extrémistes Hutu qui craignaient que Habyalimana ne les élimine.

Autrement, le F.P.R ne pouvait le tuer parce que cela n'était ni dans les intérêts du Front ni dans ses méthodes de travail bien connues. Ensuite, considérant les circonstances dans lesquelles il est mort, F.P.R avec son seul bataillon de 600 hommes ne pouvait pas risquer en s'embarquant dans une telle aventure. Il est connu de tous que l'aéroport international de Kanombe était soigneusement gardé par plusieurs troupes gouvernementales du camp militaire de Kanombe, par les membres de la garde présidentielle du camp de Kimihurura, par des centaines de milices d'extrémistes Hutu et au dessus de tout, par la force neutre des Nation Unies pour la mission d'assistance au Rwanda (MINUAR).

Une autre preuve montre que Habyalimana a été tué par ses propres forces qui avaient été dégoûté par son tergiversation évidente est que, à peine trente minutes après la chute de l'avion, les déploiements des soldats et milices avaient été efficacement coordonnés à l'intérieurs et aux alentours de Kigali, procèdent au génocide en toute vitesse.

A l'aube du 7/4/1994, un bon nombre de grands leaders politiques de l'opposition avait déjà été tué.

Le premier ministre Uwilingiyimana Agathe et son mari ont été tués ce jour là. Mêmes les militaires belges membres de MINUAR qui ont essayé de la protéger ont été tués. Les autres hautes personnalités ont été liquidés dans un laps de temps dont Joseph Kavaruganda, Président de la Cour Constitutionnelle qui s'était énergiquement opposé aux tentatives de Habyalimana de rendre un gouvernement de transition fantôme; Ndasingwa Landouard, Premier vice Président du Parti Libéral (P.L) a été tué avec son épouse de nationalité canadienne; Ndasingwa a été tué non seulement parce qu'il s'oppose à l'extrémisme de Habyalimana et à Mugenzi qui était aussi Président du P.L. mai aussi parcequ'il était un Tutsi de renom. Parmi les autres leaders politiques tués étaient Nzamurambaho Frédéric qui était Président du Parti Social Démocrate (P.S.D), Ngango Félicien et gafaranga Théoneste, respectivement premier et second vice président du P.S.D, qui avaient lutté pour la réforme politique. Ngurinzira Boniface qui avait presque entièrement négocié l'Accord de paix d'Arusha au nom du gouvernement en tant que Ministre des Affaires Etrangères et membre du comité exécutif du Mouvement Démocratique Républicain (M.D.R) a été tué aussi.

La vague des tueries s'est étendue jusqu'aux grands journalistes qui s'étaient opposés à la clique extrémiste fasciste de Habyalimana. Parmi eux étaient, Rwabukwisi Vincent, éditeur de Kanguka, Kameya André, éditeur de Rwandarushya, Bazimaziki Obed et Kariyagwir Charles qui écrivaient dans le journal " LE FLAMBEAU ". Ceci n'est qu'un petit exemple par rapport au grand nombre de journalistes que Habyalimana avait trouvé comme obstacles à ses plans dictatoriaux et meurtriers.

Les gardes présidentielles et les milices du M.R.N.D (Interahamwe) se sont déchaînées sur la classe productrice et ont massacré presque tous les hommes d'affaires, les fonctionnaires et les intellectuels qui étaient vus non seulement comme opposants à la cause extrémistes mais aussi avaient été accusés de ne pas soutenir financièrement Habyalimana en armement.

Après avoir tué tous ceux qui étaient supposés être ennemis à l'intérieur et à l'extérieure de Kigali, les massacres se sont étendus comme un feu de brousse à travers le pays en ciblant cette fois-ci les tutsis seulement, que ce soit des bébés, des enfants, des hommes et des femmes; que ce soit des gens en bon état physique ou des handicapés. C'était un plan bien élaboré d'effacer tous les tutsi sur la carte du Rwanda. Beaucoup de familles ont été supprimées au moyen des machettes des grenades à main et des armes à feu. Des fois, les gens étaient brûlés vifs. Ils étaient tout tués pour le seul crime d'être Tutsi.

Le génocide s'effectuait systématiquement suivant les listes préparées d'avance et qui étaient répandues partout. Pour bien faire ces tueries massives, des barrières étaient érigées à chaque carrefour et à tout endroit qui pouvait offrir une possibilité d'évasion. Pour identifier celui qui devait être tué, les gardes présidentielles et les miliciens, se servaient de la fameuse carte d'identité raciste (INDANGAMUNTU). A défaut des documents d'identification, l'apparence physique de l'individu déterminait son sort. Ceci résultait de la mauvaise conception coloniale sur les différences ethniques. Les tueries étaient aussi facilitées par Bizimana Augustin, Ministre de la Défense que personne ne pouvait faire sortir de sa maison d'où il coordonnait les bandes tueurs, l'opportunité d'égorger les gens dans leurs maisons.

Après le régime extrémiste Hutu autoproclamé de Sindikubwabo théodore et Kambanda Jean, qui étaient respectivement président et Premier Ministre mis en place le 8/4/1994, les tueries prirent des proportions gigantesques, suite aux appels réguliers diffusés sur les antennes de Radio Rwanda et de R.T.L.M par les journalistes sanguinaires comme RAMWANCA J. BAPTISTE et MUNYAZOGEYE de Radio Rwanda; HITIMANA Noël, BEMERIKI Valérie, GAHIGI Gaspard, HABIMANA Kantano, NKURUNZIZA Ananie et le belge ROGIO du R.T.L.M. L'appel du gouvernement était soit sous une forme de discours ou de communiqués. Le plus frappant était le discours prononcé par SINDIKUBWABO Théodore le 19/4/1994 à Butare. Ce discours était fait de menaces et d'accusations à la population de Butare qui n'avait pas jusque là répondu aux appels au massacre " BANTIBINDEBA "; ce qui signifie " ça ne me concerne pas ". Un discours semblable, plus stupide et d'un style aussi macabre à été prononcé par SINDIKUBWABO à Kibuye début mai en remerciant les forces gouvernementales et les miliciens pour le travail excellent qu'ils ont accompli en faisant le génocide. Après que les gens de Butare et de plusieurs autres endroits au Sud-Ouest du pays aient refusé de se joindre aux bandes de tueurs Hutu extrémistes, les jeunes et miliciens entraînés ont été importés de la Préfecture de GISENYI pour faire impitoyablement ce travail. C'est aussi après les campagnes incendiaires de Président et des autres leaders Hutu extrémistes, que même les paysans Hutu de l'intérieur se sont livrés au massacres de leurs voisins Tutsi. Ils ont tous tués sans distinction aucune.

Les bandes des tueurs hutu n'étaient pas seulement entassées sur les barrières et maisons des Tutsi. Les quelques Tutsi qui parvenaient à atteindre les lieux qu'ils considéraient comme sacré ou plus ou moins sécurisant comme des hôpitaux et des églises ont été aussi massacrés. Parmi ces endroits se trouvent l'hôpital de Kigali, l'hôpital universitaire de Butare, les églises Ste Famille et St André de la ville de Kigali; Kabgayi en Préfecture de Gitarama, l'église catholique de Mubuga et celle de Nyange dans la préfecture de Kibuye :

ainsi que l'église protestante de Cahigi dans la Préfecture de Kibungo et l'Eglise Adventiste de Ngoma dans la Préfecture de Kibuye.

Les quelques Tutsis qui ont survécu aux massacres doivent leur vie, aux combattants de l'Armée patriotique Rwandaise, qui s'était donné pour mission non seulement de traquer l'ennemi mais aussi de sauver et de protéger la vie des civils innocents. Parmi les survivants se trouvent les 500 personnes de Kabgayi à Gitarama, 2500 à Bugesera, 1600 à St Paul et 25000 de Cahini à Kibungo.

Un autre témoignage très frappant d'un génocide massif jamais vu dans l'histoire de l'homme civilisé était de nombreuses fosses communes dans lesquelles on a enterré les Tutsis, qui ont été découvertes et que l'on continue de découvrir à travers le pays, là où ont été déposés les corps pour essayer de camoufler leurs crimes macabres contre l'humanité. Voici les quelques cas qui peuvent être cités : A Nyamata en commune de Kanzenze au Bugesera dans la Préfecture de Kigali, il y a une tombe dont on croit que 1000 personnes y ont été enterrées. Dans le secteur Nyakabanda de la ville de Kigali, il y a aussi une tombe dans laquelle le même nombre de victimes a été déposé. En Commune Murambi (dirigée par GATETE J Baptiste) de la préfecture de Byumba, les journalistes étrangers en compagnie des soldats du F.P.R, y ont découvert une fosse commune dans laquelle 800 personnes avaient été noyées, six personnes qui ont été trouvées vivantes après y avoir séjourné toute une semaine, ont été sauvées.

Le camp militaire de Gako dans le Bugesera était un des camps dans lesquels se trouvaient des fosses communes dont la majorité d'entre elles étaient creusées par des victimes Tutsis avant leur exécution. Quand les tueurs n'avaient pas le temps d'enterrer leurs victimes, ils les rassemblaient dans des maisons et les brûlaient.

Dans plusieurs communes, les cadavres des Tutsis étaient jetés dans des rivières comme Nyabarongo et Nyabugogo. D'autres milliers de personnes ont été jetées dans des lacs Kivu et Muhazi. Le nombre de cadavres Tutsi jetés dans les eaux étaient si grand de sorte qu'ils flottaient par milliers sur les eaux des lacs Victoria et Tanganyika.

Le plus grand problème se faisait sentir en Ouganda, sur les côtes du Lac Victoria, là où les ougandais et les membres des organisations des volontaires ont passé des semaines entrain d'inhumier les cadavres pour lutter contre l'épidémie qui planait sur la région à tel enseigne que le gouvernement ougandais a déclaré cette zone officiellement sinistrée.

Les corps qui n'étaient jetés ni dans les fosses communes ni dans des rivières ou lacs, étaient laissés en plein air pour être dévorés par des chiens ou des vautours. Les os et crânes restent exposés même aujourd'hui.

A présent, le Rwanda possède des orphelinats dans lesquels les bébés et enfants Tutsi qui ont survécu au génocide des impitoyables et extrémistes Hutu, sont sous des auspices du gouvernement et des organisations non gouvernementales. Ces gosses ont survécu non pas qu'ils n'étaient pas ciblés mais plutôt par la grâce de Dieu et le sauvetage des soldats du F.P.R. Parmi ces orphelinats se trouve celui de l'Ecole Social de Byumba dans la Préfecture de Byumba, celui de Bugesera en Commune Kanzenze dans la Préfecture de Kigali rural et celui de Ndera dans la préfecture de Kigali ville. Ces orphelins s'ajoutent à des centaines d'autres envoyés à l'étranger comme Paris et à Rome par des organisations humanitaires. Dieu aidant, ils vont survivre ou alors mourir d'une autre mort qu' être extrait du sein de la mère ou d'être tué par les soldats gouvernementaux ou par les miliciens.

La mort de Habyarimana n'a pas été une surprise. Il ne pouvait plus contrôler les extrémistes Hutu partisans et les miliciens accrédités de sang, qu' il avait formés pour un objectif auquel il semblait commencer à s'opposer suite à une forte pression. C'est ainsi que, pour que cet objectif soit atteint, lui-même devait d'abord être éliminé. Ce qui était et reste surprenant non seulement aux rwandais bien pensants mais aussi à la communauté internationale est l'échelle et la vitesse à laquelle a été effectuée l'élimination ethnique des Tutsi par des Hutu extrémistes. Il est aussi surprenant de voir que ceux-là qui ont organisé et fait le génocide et le crime contre l'humanité soient entrain de faire pression pour obtenir une amnistie et qu'ils soient entrain de s'attirer des sympathisants ou des alliés.

VI. POURQUOI LA CLIQUE DU M.R.N.D - C.D.R ETAIT-IL EN MESURE D'ENGAGER LA MASSE POPULAIRE HUTU DANS LE GENOCIDE

Plus d'un million de Tutsi, enfants, femmes et hommes ont été exterminés en moins de quatre vingt-dix jours de génocide. Ceci signifie qu'une moyenne de 10.000 Tutsi était tuée chaque jour, ce qui équivaut à 100 Tutsi par jour et par Commune pendant trois mois d'holocauste.

ce taux de massacres ne serait jamais atteint sans la participation du peuple Hutu de basse classe.

Pourquoi alors le M.R.N.D-C.D.R et sa clique d'assassins étaient-ils en mesure de mobiliser la masse Hutu à participer à ce bain de sang ? Les raisons suivantes peuvent nous permettre d'en saisir la vraie portée.

- a) Le niveau élevé d'organisation, initié par le M.R.N.D C.D.R et ses satellites : le M.R.N.D-C.D.R avait un réseau allant jusqu'au fin fond de la couche populaire. Toute l'administration aussi bien centrale que provinciale était pratiquement sous leur contrôle immédiat (Préfets, Bourgmestres, Conseillers et les Responsables). Ceux-ci étant à la tête des Préfectures, Communes, Secteurs et cellules, il va s'en dire que la population devait emboîter le pas à ces coupe-gorges.
- b) En plus de 40.000 militaires bien armés, le M.R.N.D-C.D.R avait aussi sous son commandement plus de 50.000 personnes de la malice. Les Interahamwe, comme on les appelait, étaient d'une cruauté notoire et étaient formés en 1992.
- c) Radio Rwanda et sa fille aînée, le Radio R.T.L.M diffusaient à longueur de journées et ce, pendant deux ans, des messages incendiaires ainsi que la propagande anti Tutsi. C'était une méthode très efficace d'inciter les hutu à se soulever pour éliminer les Tutsi.
- d) Depuis 1990, un nombre impressionnant de journaux d'obédience partisane avaient vu le jour et financés par M.R.N.D-C.D.R clique, les plus redoutables et incendiaires parmi eux étaient: Interahamwe, Kangura, Umurwanashyaka, Intera, Echo des Mille Collines, La Médaille Nyiramacibiri. Considérant que presque 60 % de la population rwandaise peut lire et écrire, les publications sus-mentionnées disposaient d'une large audience et avaient un effet psychologique incontestable dans la préparation du génocide d'Avril noir.
- e) La tactique d'intimidation était largement utilisée contre les Hutu modérés. En particulier Théodore SINDIKUBWABO, le grand boucher qui, s'empara de ce qui restait du pouvoir et de l'Etat, après le décès de Habyalimana, terrorisait tous les Hutu modérés ou neutres comme les ennemis jurés du régime et avait pas seulement recommandé mais surtout exigé leur élimination physique. Dans telles conditions, il va s'en dire que beaucoup de Hutu innocents se sont empressés à participer au génocide pour sauver leur propre peau.
- f) Le manque d'organisation des "Forces Démocratiques du Changement" "F.D.C" regroupant les partis M.D.R, P.S.D et P.L a prêté le flanc aux forces de division et ont été une proie idéale du M.R.N.D-C.D.R, C'est dans cet optique que les partis M.D.R et P.L ont connu de scission la faction modérée et l'autre extrémiste.

La faction extrémiste "Power" (Puissance) dans chaque parti politique sus-mentionné avait comme premier objectif pratique d'être une extension de la clique M.R.N.D-C.D.R.

- g) L'ignorance et la misère noire d'une large partie de la population rwandaise a joué aussi un rôle significatif. L'ignorance et la misère sont d'habitude le ferment du fascisme. Pieds nus, sans habits ni logements, ces sans-abris à Kigali et dans les grandes villes de l'intérieur ont répondu massivement à l'appel au génocide comme un moyen idéal pour s'enrichir assez vite.
- h) Le soutien moral et matériel continu de la France au gouvernement M.R.N.D-C.D.R des tueurs a donné l'impression à la population que le gouvernement était dans la bonne voie et par conséquent devait être soutenu.
- i) La reconnaissance du Régime SINDIKUBWABO par plusieurs gouvernements Africains, spécialement lors du sommet de l'O.U.A à Tunis en juin 1994, ont permis aux yeux du Hutu ordinaire de se persuader non seulement de la légitimité du régime mais encore de ses bonnes actions.
- j) Quelques uns des Représentants de l'Eglise Catholique, au lieu de condamner le régime sanguinaire du M.R.N.D-C.D.R lui a au contraire porté son soutien moral inconditionnel tout en sachant que le Rwanda ordinaire voue à l'Eglise Catholique une foi et un respect inébranlables et qu'il devait non seulement suivre mais obéir aux ordres donnés par la clique M.R.N.D-C.D.R
- k) Finalement, l'histoire du Rwanda post-colonial a été émaillée d'antagonisme ethnique et les violences de 1959, 1963, 1967, 1973 étaient encore fraîches dans la mémoire du peuple. Ce sont ces souvenirs amers, des craintes et des suspicions que le M.R.N.D-C.D.R a habilement exploités pour déclencher le détonateur qui a plongé notre pays dans un engrenage d'horreurs d'avril 1994.

VII. CONCLUSION

L'ampleur du génocide au Rwanda a surpris le monde civilisé entier et l'efficacité avec laquelle il a été réalisée est alarmante.

Le fait d'avoir tué plus de 1.000.000 Tutsi et quelques grands leaders politiques Hutu de l'opposition dans une période de deux mois seulement ne peut pas s'expliquer en termes de technologie employée mais plutôt en termes de longue préparation et bonne organisation.

Les préparatifs ont un fond qui date de l'époque coloniale. Le système administratif colonial a profité des clivages sociaux pré-coloniaux pour créer une culture complexe qui devait nourrir une haine sans principe à la veille de l'indépendance.

La lutte pour l'indépendance a aussi caractérisée par un bain de sang toléré voire encouragé par l'administration coloniale, qui d'ailleurs s'est servi des complexes ethniques qu'elle avait institués pour ses intérêts coloniaux. Comme résultat, les gens (surtout ceux du groupe social Tutsi) ont été massacrés en 1959, 1960, 1963, 1964, 1965 et 1972 au nom de la révolution et respectivement pour la consolidation de cette révolution.

Pour le Hutu ordinaire, la révolution signifie " tuer " les voisins Tutsi et prendre leurs biens. Pour le Hutu de la classe moyenne, elle signifie un bon débarras d'un concurrent dans le secteur tertiaire moderne et dans le service public. C'est sur cette base que les politiciens de la période post coloniale étaient capable de tisser l'idéologie anti-tutsi qui freine la volonté politique et juridique de traduire en justice les tuteurs des années 60 et début des années 70. Bref, les troubles de 1959 ont donné lieu à une vague spirale des tueries ethniques dans l'impunité.

Le génocide qui vient de se conclure au Rwanda devait être examiné dans un contexte des massacres périodiques accomplis dans l'impunité qui l'a précédé. C'est à ce moment que les Thomas douteurs de ce monde apprécieront l'art des préparations antérieures avec lequel l'actuel génocide a été exécuté. Juste à partir du début de la guerre en Octobre 1990, le gouvernement du feu Président Habyalimana s'est abattu sur les Tutsi pasteurs dans la région du Mutara au Nord-Est et les ont massacré insensiblement. Quelques mois après, le gouvernement a tué les Tutsis pasteurs de Kibirira dans le Nord-Ouest du pays. En 1991, ils ont tué les Tutsi de la région de Bugesera dans le Sud du pays. Ces premiers massacres étaient préludes au génocide qui a servi à isoler les Tutsi du reste de la population et hisser la solidarité Hutu qui avait été luisée par ségrégation des Hutu de la région Sud du pays.

L'isolement des Tutsi, considérés comme ennemi du gouvernement de Habyalimana a fait d'eux une cible vulnérable. La solidarité Hutu a été alors consolidé par l'intimidation de tous les Hutu qui manifestaient une quelconque sympathie envers les Tutsi. Ceci est clairement montré dans la déclaration des quartiers généraux de l'armée du 21 Septembre 1992 qui définissait leur ennemi. Cette affirmation était une suite aux ordres opérationnels après une année de formation des miliciens Interahamwe par les soldats gouvernementaux aidés par le gouvernement français. Les dix commandements Hutu publiés en Décembre 1990 constituent la ligne maîtresse de l'idéologie Hutu qui devait être mis en application.

Alors, vu les preuves irréfutables qui montrent comment le génocide a été planifié qui ont été montrées dans ce document et vu que le Front Patriotique Rwandais et les forces politiques d'opposition ont averti la communauté internationale à propos des massacres qui étaient en préparation, il serait alors prétentieux de continuer de dire que le génocide a été le résultat d'une réaction spontanée causée par la mort de Habyalimana.

Un tel argument sape les efforts de l'établissement de l'Etat de droit prôné par le gouvernement de l'Unité Nationale. En réduisant le génocide bien planifié et exécuté en une sorte de meurtre et alors plaidant pour des décennies d'impunité dans le pays. Le même argument a été utilisé en 1959 au nom de la révolution (attitude de la masse) et maintenant, ça devient une attitude spontanée de la masse, causée par la mort du président. La base de la réconciliation nationale est la justice pour tout le monde. Juger ceux qui ont perpétré les massacres est la seule assurance aux victimes du génocide et un avertissement probant que personne ne pourra plus tuer à volonté et rester impuni.

Donc, cette répugnance apparente de la communauté internationale d'agir rapidement sur la question de génocide au Rwanda est très regrettable. Les polémiques de savoir si ce qui s'est passé au Rwanda est un génocide ne tiennent pas debout parce que chaque partie du drame a eu lieu sous des caméras de toutes les agences des médias internationaux. On n'a pas réellement besoin des commissions spécialisées des Nations Unies pour vérifier l'étendue des atrocités commises pour les qualifier de génocide. Le retard de mettre sur pied des tribunaux pour juger les auteurs du génocide servira seulement à créer des tensions dans le pays; ainsi, la complication d'une attitude cynique sur la tragédie rwandaise par la communauté internationale peut rappeler aux rwandais leur propre responsabilité de mettre leur pays dans l'ordre, mais cela peut aussi évoquer l'interprétation raciale sur le comportement de la communauté internationale et surtout de l'agence principale la plus récente, l'organisation des Nations Unies (O.N.U).

VIII. QUELQUES EVENEMENTS MARQUANTS DE L'HISTOIRE TRAGIQUE DU GENOCIDE AU RWANDA

1863

John Speke prononce sa théorie des origines hamitiques des Tutsi.

- 1930 Mgr Classe publia un avertissement catégorique à l'administration belge contre toutes tentatives de mettre le Hutu et le Tutsi sur un même pied d'égalité. Il déclara une motion aussi sacrilège et soutint qu'" une telle révolution menerait l'état entier à l'anarchie et à un amère communisme anti-européen".
- 1933 Père A. Pages établit les idoles des "tribus" des Bahutus et des Batutsis comme une vérité scientifique sociale dans son livre "Un Royaume Hamite au Centre d'Afrique".
- NOV. 1959 Commencement d'un massacre massif des Tutsis par milliers tandis que plus d'un million d'autres fuirent en exil.
- 27/11/1959 Grégoire KAYIBANDA, Président du Parti PARMEHUTU, préconisa la séparation physique des Hutus et des Tutsis. Il compara le peuple du Rwanda à "Deux Nations dans un seul état... Deux nations entre lesquelles il n'y a aucune relation et aucune sympathie, qui réciproquement sont ignorantes l'une de l'autre (habitudes, pensées et sentiments) comme s'ils étaient des habitants des zones différentes ou des planètes différentes.
- 11/11/1960 S'adressant à ses cadres dans une réunion, COL BEM ROGIEST, Résident spécial au Rwanda, déclara: " Nous devons entreprendre une action en faveur du Hutu.... En raison de la situation nous sommes obligés de prendre parti. Nous ne pouvons pas rester neutres et nous asseoir.
- 1963 Des milliers de Tutsis furent massacrés.
- 1967 D'autres milliers de Tutsis furent massacrés, spécialement autour de Bugesera dans le centre du Rwanda.
- 1972/1973. Des milliers de Tutsis furent massacrés pour créer une atmosphère d'insécurité pour justifier le coup d'état de Habyalimana du 5/7/1973.
- 1976- Habyalimana ordonna la liquidation de tous les politiciens éminents qui avaient servi dans le régime Kayibanda.
- 1982 Habyalimana refusa l'entrée au Rwanda à des centaines de milliers de Tutsis qui fuyaient l'Uganda où ils étaient en train d'être persécutés par le fasciste Milton Obote, alors Président.

Coincés entre deux forces hostiles, Obote d'une part et Habyalimana de l'autre, plusieurs milliers de Tutsi perdirent leurs vies dans des camps de concentration de Kibondo, Mahega et d'autres.

- Oct. 1990 Plusieurs milliers de Tutsis furent rassemblés à Kigali et incarcérés à l'intérieur du Stade Régional de Nyamirambo. Des centaines périrent de faim et des conditions inhumaines.
- 7/12/1990 En s'adressant à ses forces dans le secteur du Mutara, Habyalimana promit de venger leurs camarades tombés sur le champ de bataille. Par-là, il laissait entendre tuer les Tutsis.
- Oct. 1990 Dans la Commune Kibirira, Préfecture de Gisenyi, 348 Tutsis furent tués en 48 heures et 550 maisons furent détruites pendant la même période.
- Déc. 1990 Publication des fameux dix commandements Hutus dans Kangura n° 6.
- 1991 La clique du M.R.N.D de Habyalimana établit le fameux "Escadron de la Mort", un impudent escadron de la mort qui systématiquement liquida tous les opposants politiques.
- 1991 Huit intellectuels obscurantistes, financés par l'Université Nationale, sortirent un livre de 352 pages intitulé " Les Relations Interethniques au Rwanda à la Lumière de l'agression d'Octobre 1990: Genèse, Soubassements et Perspectives".
Les huit intellectuels obscurantistes étaient: Dr. Bangamwabo François-Xavier, Dr. Maniragaba Baributsa, Dr. Munyantwali Eustache, Dr. Nduwayezu J. Damascène, Nyagahene Antoine, Rukimiramakuba Emmanuel, Dr. Rumiya Jean Gualbert, Dr. Uwizeyimana Laurien, tous professeurs d'Université. La préface de ce livre satanique n'a été écrite par quelqu'un d'autre que le Dr. Anatole Rwagasana, Vice-Récteur de l'Université Nationale, Campus de Ruhengeri. Dans ce fameux exercice intellectuel, les huit intellectuels affirmaient que le F.P.R. n'était rien d'autre qu'une réincarnation de la soif séculaire des Tutsis de l'hégémonie monarchique et devait par conséquent être écrasé.
- 3/3/1992 Nahimana Ferdinand, Directeur de l'ORINFOR inventa un communiqué de presse et le fit lire à la radio Rwanda cinq fois. Ce communiqué portait des signatures inventées, des gens qui se réclamaient être des activités des droits de l'homme, basés à Nairobi Kenya.

Dans ce document les imaginaires activistes des droits de l'homme affirmaient avoir découvert un complot des gangs Tutsis qui projetaient la liquidation des Hutus éminents, spécialement les dirigeants des partis politiques. Ce n'est pas étonnant que les massacres commencèrent le lendemain dans le Bugesera.

- 4/3/1992 Plus de 400 Tutsis furent tués dans la zone de Bugesera, en Préfecture de Kigali.
- 3/1991 Des milliers de Bagogwe, une variété de Tutsis, furent massacrés en plusieurs communes dans la Préfecture de Gisenyi.
- 1992 Création de la C.D.R (Coalition pour la Défense de la République) comme parti satellite du M.R.N.D.
- 1992 Le livre de Barahinyura sur le F.P.R. La couverture du livre en couleurs de la C.D.R.
- Aout 92 Mugesera Léon, Directeur de l'Education politique et propagande du Parti M.R.N.D prononça le fameux discours dans une réunion du Parti dans le Sous-Préfecture de Kabaya, Préfecture Gisenyi. Près du Centre Communal, Mugesera appella les Hutus à s'ériger contre tous les Tutsis et envoyer leurs corps démembrés dans la rivière Nyabarongo, un raccourci vers leur terre d'origine, l'Abbyssinie (Egypte) disait-il.
- Déc. 1992 Un autre massacre massif dans la Commune de Kibirira, Préfecture Gisenyi.
- Jan.1993 Col. Bagosora, Directeur de Cabinet dans le Ministère de la Défense, annonça une imminente apocalypse, lors des négociations de paix à Arusha.
- 8/4/1993 Naissance de R.T.L.M (Radio Télévision Libre des Mille Collines), porte-parole des extrémistes Hutus de la coalition M.R.N.D-C.D.R.
- Oct.1993 Naissance du "Power" (extrémiste), faction au sein du M.D.R et P.L, créées par Habyalimana.
- 6/4/1994 L'avion de Habyalimana est descendu. Le M.R.N.D-C.D.R, commence un génocide, un génocide contre plus d'un million de Tutsis, dépassant de loin, tous les pogrommes précédents de 1959, 1963, 1967, 1973 ...
- 19.4.1994 Le discours incendiaire de Théodore Sindikubwabo à Butare. Ouvertement et dans des termes très clairs, il appella les Hutus à tuer tous les Tutsis, hommes, femmes et enfants, aussi tous les Hutus qui refusaient de participer dans le génocide. Ceci marqua l'ordre officiel au génocide.